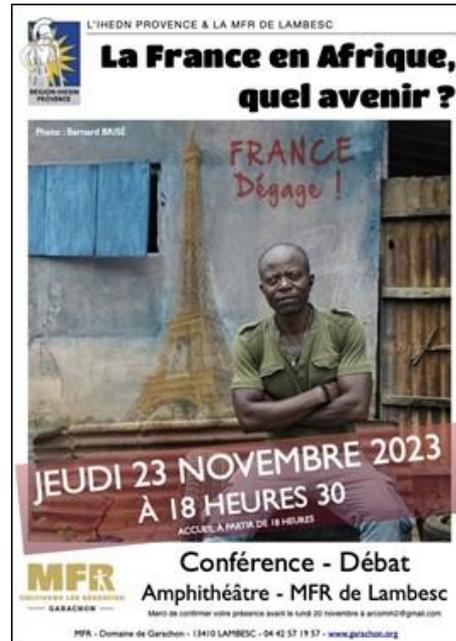


Editorialp2
H24p6
Le coin lecturep7

La France en Afrique, quel avenir ?

Pascal FACON, Régis KOETSCHET, Marc-Antoine PEROUSE DE MONCLOS,
Anna SYLVESTRE-TREINER



« Les grandes évolutions géopolitiques mondiales de 1945 à nos jours »

Par le Général (2S) Michel FOUURIAT



Suite en page 5

Suite en page 3

A vos agendas

- Samedi 20 janvier 2024 à 10h Conférence à Marseille Caserne Audeoud « Géopolitique » (Détails et invitation à paraître)
- Vendredi 16 février 2024 Journée Forces aériennes stratégiques, 60 ans d'alerte continue (Détails et invitation à paraître)
- Samedi 30 mars 2024 Assemblée Générale Ordinaire

Ils nous soutiennent



Editorial

Chers amis,

Notre année se termine dans un contexte international morose pour ne pas dire sombre en de nombreux points du globe, avec des conséquences directes ou indirectes pour notre pays. Le début 2024 sera déjà le 3^e hiver du conflit en **Ukraine** sans que l'on puisse à ce jour en trouver l'issue. Mais au-delà des événements imprévisibles qui pourraient provoquer un électrochoc sur la situation actuelle, comme pour tout affrontement majeur, il n'y a pas beaucoup d'alternatives pour en cesser au moins provisoirement les effets. Trois scénarios avec des nuances sont possibles : le premier est la victoire d'un des belligérants comme en 1945 pour l'Allemagne nazie et l'Empire nippon et plus récemment après 1989 la fin de la guerre froide avec la dislocation du Pacte de Varsovie, ce qui se solde alors par « un nouveau monde », le deuxième scénario est l'épuisement unilatéral ou réciproque faute de combattants, de matériels, de munitions, ou de ressources financières, ce qui se solde souvent par un cessez de feu et un armistice qui peut durer très longtemps (la Corée depuis 70 ans), enfin le troisième est la paix qui est forcément un compromis et une négociation, mais pour laquelle il est judicieux de respecter toutes les parties au risque sinon de ne pas être durable (exemple du traité de Versailles en 1919). Chacun pourra avoir son avis sur la suite à venir, mais gardons bien en tête ces alternatives. L'autre conflit qui embrase une partie du **Proche et Moyen-Orient** ne répond pas tout à fait aux scénarios évoqués précédemment car les deux Etats en conflit ne sont pas clairement identifiés, c'est d'ailleurs une question de fond. Mais « la question palestinienne » qui est clairement posée depuis de nombreuses années s'inscrit en fait à deux niveaux, qui est celui politique pour l'ensemble des pays arabes avec toutes les nuances que l'on peut constater, et celui de l'opinion publique du monde arabe qui n'est pas forcément alignée sur les gouvernements en place. Sans les citer, certains sont clairement en mode survie pour plusieurs raisons aggravantes, d'autres cherchent à préserver leur stabilité et son contrôle immédiat, d'autres enfin gèrent leur dynamisme et leurs avantages avec prudence. Ce tableau géopolitique ne fournit pas un environnement favorable à un règlement apaisé et durable à la situation actuelle. Pour finir ce tour partiel des relations internationales, **l'Afrique** est devenue un nouvel espace de compétition stratégique, principalement dans la zone du Sahel où l'influence française est contestée comme cela est constaté en Centrafrique, au Mali, au Burkina Faso et maintenant au Niger. La recherche d'une nouvelle stratégie globale fondée sur une approche partenariale suppose de faire un diagnostic sans a priori de nos capacités et des besoins réels de nos interlocuteurs, en dépassant l'aspect strictement militaire. Nos compétiteurs ne possèdent pas forcément toutes les cartes, il s'agit de renouer des liens durables et de proximité, encore possibles ne serait-ce que par la francophonie et la culture. L'histoire montre que les nouveaux investisseurs ne sont pas toujours les meilleurs bâtisseurs. L'avenir dira si nous sommes parvenus à retrouver une place cohérente avec nos atouts.

Sans vouloir faire un bilan de cette année au sein de notre association, on peut raisonnablement dire que nous ne sommes pas restés « l'arme aux pieds » en se contentant d'observer, car nous avons mené de multiples activités qui seront rappelées lors de notre future AG. Bon nombre d'entre vous pourront le confirmer. Parmi les indicateurs tangibles, il faut noter les demandes d'adhésions qui nous ont permis de progresser cette année encore de près de 10%, et de noter que plusieurs d'entre vous ont souhaité s'investir clairement pour nos études (près de 30 pour la prochaine), ou de candidater pour devenir administrateurs. Ces signes sont encourageants et nous permettent de rester confiants pour 2024.

En vous souhaitant de passer de bonnes fêtes avec vos proches et de profiter de ces moments pour penser à ceux qui sont peut-être en difficulté ou éloignés.

Bien fidèlement IHEDN

Général (2S) Michel FOUARIAT Président de l'Association

Les « Conférences » de l'IHEDN PROVENCE

La France en Afrique, quel avenir ?

Pascal FACON, Général de corps d'armée,

Régis KOETSCHET, Diplomate Français, ancien Ambassadeur,

Marc-Antoine PEROUSE DE MONCLOS, Écrivain et chargé de recherche à l'IRD,

Modération par Anna SYLVESTRE-TREINER, responsable du Monde Afrique.

Ce 23 novembre, à Lambesc, trois personnes aux logiques et aux parcours différents nous ont livré leurs réflexions concernant la délicate question des rapports entre la France et l'Afrique. Si le premier a privilégié le prisme de l'action, le second nous a fait part des échanges et du dialogue interculturel qu'il a su mettre en place, quant au troisième, chercheur et écrivain, a pris pour base les différentes études qu'il a pu mener. Tous trois connaissent l'Afrique et ont partagé l'expérience qui a forgé leurs points de vue.



Mais avant d'entamer ce dialogue à trois voix, la séance a débuté par la projection d'une interview d'un photographe menée par Myriam Habil, basée en Afrique, sur le ressenti de la population autochtone. Sur fond d'affiche « France dégage », l'artiste nous laisse à comprendre que la population africaine aspire à une autre relation avec la France. Une relation qui serait moins paternaliste, moins condescendante. L'Afrique réclame l'équilibre d'un partenariat qui soit véritablement gagnant-gagnant. Pour comprendre la contradiction logique entre une France à qui l'on demande de « dégage » et la France avec qui la population locale est prête à mettre en place des projets et accords de coopération, il nous faut d'abord faire un détour par les événements qui ont émaillé ces derniers mois.

Depuis trois ans, une vague d'insurrection submerge la partie nord de l'Afrique subsaharienne. Les coups d'état se succèdent en cascade¹ et viennent souligner notre perte d'influence en Afrique francophone. Cette lame de fond signe le départ des ambassadeurs et des soldats français et s'accompagne d'un changement d'alliance. Les milices se développent. Qu'elles soient locales, russes ou d'obédience islamiste, elles affluent au reflux des forces françaises, risquant de fait un affrontement géopolitique majeur.

Pourtant, il fut un temps où la France était invitée, sur ce beau territoire, pour lutter contre le terrorisme. Peut-être cette invitation était-elle déjà source de malentendus. Il faut dire qu'au Mali le mot terrorisme n'existe pas, mais cela n'exclut pas pour autant la violence. Elle s'y décline sous plusieurs formes : trafic de drogue, vol de bétails, rapt d'enfants... accentuant le fait qu'il est difficile de faire le tri entre un terroriste et un autre acteur de violence. Tous ces paramètres soulignent l'existence d'Etats faillis auxquels la France ne saurait se substituer. De Serval² en Barkhane³, l'objectif de la France n'a pourtant pas varié. Il s'agissait avant tout, dans un partenariat de combat, d'aider les forces autochtones à restaurer la paix sur les territoires où elle fut invitée. Affaiblir les groupes armés terroristes était alors vu comme un préalable au succès des projets de coopérations développés en partenariat avec l'AFD⁴ et à l'introduction d'un ensemble de services sociaux. Si cette condition fut jugée nécessaire, elle ne fut pas pour autant suffisante faute de temps, mais aussi parce que les alliances sont parfois fragiles.

¹ Mali (août 2020, mai 2021), Guinée (septembre 2021), Burkina Faso (janvier 2022, septembre 2022), Niger (juillet 2023) et Gabon (août 2023)

² 2013-2014

³ 2014-2022

⁴ Agence Française pour le Développement



Au jeu du chamboule tout, l'Afrique ne résiste pas au processus de fragmentation et de multilatéralisation du monde, portant en son sein de nouvelles formes de pensée. Ainsi la question de l'Afrique doit s'inscrire dans un champ territorial, sémantique et idéologique plus large. Peut-être aurait-il fallu s'intéresser davantage à l'affaiblissement des armées nationales plutôt qu'à la montée du terrorisme. Viser la cause plutôt que l'effet, car il semble difficile de gagner une guerre sans pouvoir lier par la confiance les appareils d'état et la société civile. Or, l'impunité, la corruption, les massacres, les arrestations arbitraires gangrènent l'Afrique. Ainsi aucune des différentes parties prenantes, qu'elles soient milices ou armée régulière locale, ne gagnent le cœur des populations dans les zones de conflits⁵. Les dirigeants africains eux-mêmes se défient souvent de leur armée si prompt aux putschs et coups d'état et n'ont pas envie d'une montée en puissance qui pourrait leur être préjudiciable. La défiance est structurelle et touche tous les niveaux du régalien (armée, police, gendarmerie, douane, administration...). Sans corps intermédiaires, il paraît dès lors difficile de faire la jonction entre une société civile désorganisée et le sommet de l'état. Absents, ils ne peuvent jouer le rôle de régulateur si essentiel au développement ainsi qu'au fonctionnement des démocraties. Autrement dit l'Afrique semble avoir encore du chemin à parcourir sur la voie de la stabilité et de la prospérité.

Dans un tel contexte il n'est pas inopportun de se demander quelle peut être la contribution de la France. Cette question est d'autant plus importante que la politique de la France sur ce continent est devenue illisible. La place dévolue à la diplomatie a fait peu de chagrin et la réalité internationale est devenue difficile à appréhender. « Il n'y a plus de politique africaine en France »⁶ affirme-t-on en haut lieu. Pourtant, il existe une politique africaine de la Chine, une politique africaine de la Russie, qui modifient les apparences du terrain et, au travers des réseaux sociaux, propagent d'autres narratifs. Le point de vue néoconservateur, trop souvent adopté par nos compatriotes, conduit ainsi à de profondes désillusions. La France perd du terrain. Il faut alors changer de logiciel. Aux projections de puissance, opposer le vocable du partenariat pris dans un sens polysémique⁷. Inventer ou redéployer une « diplomatie par la peau » faite de proximité et de travail de terrain. Cette approche, plus complexe, demande du temps et des moyens. Elle nécessite également que les rivalités entre gouvernements concernés, acteurs locaux et internationaux cèdent la place à une saine coopération si nous voulons être capables de relever les défis démographiques, politiques et sécuritaires qui sourdent à l'horizon.

La conférence s'est poursuivie autour d'un cocktail convivial qui a permis découvrir l'exposition « Jean Moulin, une vie d'engagements » aimablement prêtée par l'ONAC-VG. Sans oublier de remercier nos camarades Myriam HABIL, Lilian BRUGUIER, Jean-Jacques LUCIANI et Christophe BRUGUIER pour leurs engagements sans faille dans l'organisation de cette soirée.



Nathalie DOMENECH

⁵ Ni même celui des soldats soumis à une chaîne de commandement faible, les soldats sont sous payés, sous équipés. Les détournements sont monnaie courante et les crimes rarement châtiés.

⁶ Phrase prononcée par Emmanuel Macro, en voyage au Burkina Faso, le 28-11-2017

⁷ Renvoyant autant au militaire, au civil qu'au culturel

Les « Conférences » de l'IHEDN PROVENCE

« Les grandes évolutions géopolitiques mondiales de 1945 à nos jours »

Si vis pacem para bellum

Par le Général (2S) Michel FOUURIAT. 9 décembre 2023

En l'absence de la conférencière attendue ce jour, le Général Foudriat propose une intervention sur les grandes évolutions géopolitiques de 1945 à nos jours.

Après avoir rappelé que le monde d'aujourd'hui est l'héritier de 1945, il décompose la période en quatre phases principales et décline les événements marquants de chacune d'entre elles.

- 1945/1989 : Création de l'Otan et du Pacte de Varsovie. Nouvelle organisation mondiale divisée en 2 grands blocs, dominée par le concept de la terreur, c'est-à-dire une destruction mutuelle assurée, si un des deux blocs recourait à l'arme nucléaire. Cet équilibre mondial n'empêche pas les conflits locaux (Guerre de Corée, Guerre du Vietnam, incident de Cuba).

La France connaît la décolonisation (Indochine, Algérie, Afrique). Elle met en place une dissuasion nucléaire en appui d'une doctrine d'indépendance nationale, et sort de l'organisation intégrée de l'Otan.

L'Europe s'emploie à maintenir la paix en son sein avec la construction de la CEE.

- 1989/2000 : L'effondrement du mur de Berlin déstabilise complètement les relations internationales et laisse ressurgir les rivalités larvées (Afghanistan, Balkans, 1^{ère} guerre du Golfe, Bosnie, Kosovo). La France cherche à bénéficier des dividendes de la paix et, prétextant des inégalités majeures dans son application et de son inadaptation pour les crises extérieures, suspend le service national.

- 2001/2022 : Pour la 1^{ère} fois de son histoire, les Etats Unis sont frappés sur leur sol. On assiste à la continuation de conflits locaux (Sahel, Arménie/Azerbaïdjan, 2^{ème} guerre du Golfe, Lybie, Mali...) souvent portés par la montée du terrorisme islamique qui se manifeste aussi au sein de nos sociétés. L'OTAN passe de 12 à 31 membres. La Chine s'éveille alors que l'Europe stagne, et fait basculer le centre de gravité géopolitique mondial vers le Pacifique.

La France participe à de nombreuses interventions en opérations extérieures.

- 2022 à aujourd'hui : Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, on assiste à un retour de la guerre de haute intensité et à un paradoxe, l'utilisation de la menace nucléaire tactique par un membre du Conseil de Sécurité sur un voisin qui y avait renoncé, pour l'envahir et chercher un changement de régime.

C'est le règne du fait accompli, ou la force l'emporte sur les principes internationaux de droit et sur les traités. Les crises se succèdent dans un monde multipolaire en pleine recomposition. Les organisations internationales sont bloquées. Les alliances sont de circonstance sans qu'il émerge de blocs stables.

Concernant l'Ukraine, 3 scénarios sont envisageables : Défaite de l'une des parties, négociation d'une paix, ou épuisements réciproques entraînant un gel des positions, sans solution définitive.

Des débats nourris entre participants ont suivi et fait ressortir la nécessité d'une évolution de la stratégie militaire et nucléaire de la France : « Gagner la guerre avant de faire la guerre ».

Rémy VILLALARD

§§§§§§§§§§§§§§§§



